

# SOLIDARITÉ



VOL. 14 N° 4 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 OCTOBRE 1992

## Les femmes du NICARAGUA



avancent dans leurs luttes

# Introduction

Si le peuple du Nicaragua demeure, à bien des égards, un exemple de courage et de détermination, les femmes nicaraguayennes ont non seulement pris leur place dans le processus de transformation sociale, mais leur présence a été, et restera, déterminante dans cette période de leur histoire.

Cette tournée avec **Judith Silva**, membre de l'exécutif national et représentante des relations internationales à la CST (Centrale sandiniste des travailleuses et travailleurs), a pour but de maintenir et de consolider notre solidarité avec les femmes nicaraguayennes, les organisations syndicales et le peuple du Nicaragua.

Le Nicaragua est un petit pays de 3,75 millions d'habitants, un des plus pauvres en Amérique. Une moitié de la population vit à la campagne, l'autre à Managua, la capitale, et dans les villes secondaires comme Matagalpa, Estelí, León.

Quelques données\* :

Superficie :	130 000 km <sup>2</sup>
Monnaie :	córdoba
Inflation :	12,438 %
P.I.B. par habitant :	3036 <sup>C</sup>
Dette extérieure :	8550 millions de dollars

\* L'état du monde en 1992.



La publication de ce document a été rendue possible grâce à la contribution financière du Programme de participation du public (PPP) de l'ACDI (Agence canadienne de développement international).

# Les femmes avancent dans leurs luttes

**Entre 1979 et 1990, le pays a été dirigé par un gouvernement progressiste, celui du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Les sandinistes avaient dirigé une insurrection armée pour chasser du pouvoir Anastasio Somoza, un dictateur qui a contrôlé le pays pendant quarante ans : avec sa clique, il possédait une grande partie des terres ainsi que les quelques industries du pays, faisant régner la terreur et la répression.**

Une fois au Gouvernement, les sandinistes ont adopté et mis en place un programme qui visait une distribution mieux partagée des biens du pays. Ils ont institué une réforme agraire qui donnait accès à la terre à des milliers de paysans ainsi qu'aux femmes, ce qu'on ne retrouve pas dans d'autres pays d'Amérique latine. Ils ont mis en place des services de santé, d'éducation, dont la fameuse croisade d'alphabétisation. En même temps, ils étaient confrontés à la tâche de reconstruire un pays dévasté par la guerre et le pillage, que les anciens dirigeants avaient laissé derrière eux. Pour ce faire, ils avaient besoin de toutes les forces vives du pays.

Les femmes ne se sont pas fait tirer l'oreille. Elles ont participé autant aux campagnes de vaccination qu'à l'organisation de la vie communautaire : nettoyage des rues, distribution des aliments subventionnés. Elles se sont aussi intégrées à la production agricole et industrielle, et ont œuvré dans les services publics.

Encouragée par les sandinistes, une organisation nationale de femmes a été mise sur pied, qui a fourni, presque partout dans le pays, des lieux de rencontre et de formation comme les maisons des femmes, les sections-femmes dans les syndicats. Mais surtout, les femmes ont pris conscience de leurs problèmes communs : le fait qu'elles

soient seules à porter la responsabilité des enfants et de la vie familiale, la violence des hommes à leur égard, l'accès limité à l'éducation, à la formation technique et professionnelle, à des emplois spécialisés, etc.

Grâce à leur participation à la vie du pays, grâce à cette organisation de femmes, elles ont eu ainsi à leur disposition un espace jamais permis, jamais disponible auparavant. Comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, la femme nicaraguayenne était confinée à la maternité, aux tâches domestiques à

la soumission. Les Nicaraguayennes ont pleinement occupé cet espace qui leur était offert : l'équité salariale a été reconnue officiellement, elles ont gagné des congés de maternité payés, des garderies en milieu de travail. Elles ont marqué des pas dans l'accès à l'éducation et même à certaines formations non traditionnelles. Des petits pas, bien sûr, si on considère la distance qui reste à parcourir jusqu'à l'équité.

Cette distance s'est malheureusement accrue depuis que les sandinistes ont perdu le pouvoir, en février 1990, défaits par une coalition de quatorze partis tous plus conservateurs les uns que les autres, et qui appliquent les fameux « ajustements structurels » : des coupures dans tous les services, la privatisation et la fermeture d'entreprises.

Les femmes encaissent des coups durs, mais ne s'enferment pas pour autant entre les murs de la maison. Elles en sont sorties peu à peu au cours des douze années du gouvernement sandiniste, au prix de travail et d'efforts, et n'acceptent plus la soumission qui les y enfermait. Cette volonté est visible dans les lieux où les Nicaraguayennes continuent de se réunir, de s'organiser. ➔ p. 4



**Les Nicaraguayennes se sont intégrées à la production industrielle.**

Ainsi les maisons de femmes, créées à partir de 1988, comptaient déjà 34 établissements en 1991. Elles offrent des services aux femmes des villes et de quelques petits centres des zones rurales. Au départ, il s'agissait de permettre aux femmes de se rencontrer, de jaser, en prenant prétexte d'un cours de couture, de coiffure, de soins de beauté, de cuisine. La plupart des maisons offrent aussi des services juridiques. Rapidement, des femmes engagées depuis longtemps dans des tâches communautaires se sont rendu compte qu'il fallait aborder des thèmes vitaux comme la planification familiale, la sexualité, la violence des hommes, et trouver des moyens d'agir. Elles ont développé une aide juridique particu-

lière pour les femmes victimes de violence, les accompagnant au long des démarches qu'elles entreprennent. Elles se sont mises à la recherche de subventions, afin d'atteindre un développement autonome.

Des organisations mixtes comme l'Union des agriculteurs et éleveurs, l'Association des travailleurs agricoles, la Centrale sandiniste des travailleuses et travailleurs, ont une section de femmes qui voit aux intérêts particuliers des femmes dans ces grandes organisations dirigées par des hommes. Elles veillent à faire appliquer dans le quotidien des principes reconnus dans les conventions collectives, comme les congés de

maternité, l'accès à des postes de travail non traditionnel, elles organisent la formation destinée aux femmes, et ont mis sur pied des cliniques de soins gynécologiques. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Au Nicaragua, le mouvement des femmes est bien vivant dans tous les coins du pays, et s'exprime dans des modes très variés. En janvier 1992, une rencontre nationale était organisée, où on attendait 200 femmes. Elles étaient 835 à discuter de santé au travail, de coopérative, d'éducation, de sexualité, de droits des femmes, et elles ont créé des réseaux sur ces thématiques afin de poursuivre leurs échanges.



**Les femmes veillent à ce que soient appliqués dans le quotidien les principes reconnus et acquis par la révolution. Elles demeurent vigilantes de génération et génération.**

# 1990-1992 : deux années de néo-libéralisme au Nicaragua

**25 % des actions des entreprises privatisées aux travailleuses et travailleurs...  
Malgré tout, le projet de société sandiniste continue, s'adapte et se transforme...**

En avril 1990, Madame Violeta Chamorro est arrivée au pouvoir à la tête d'une coalition de 14 partis, l'UNO (Union nationale d'opposition, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche).

Le Gouvernement a imposé au pays une politique économique néo-libérale avec un programme d'ajustement structurel d'extrême austérité, selon les exigences du FMI et un accord aussi avec les exigences de l'administration Bush, qui veut voir disparaître du Nicaragua, tout « vestige » de sandinisme.

Il s'agit de :

- dévaluations répétées de la monnaie nationale, le córdoba-oro;
- hausse spectaculaire des tarifs des services publics;
- mises à pied massives des travailleuses et travailleurs de l'État;
- réduction du budget de l'éducation et de la santé;
- privatisation des terres et des entreprises de l'État;
- restitution des terres aux anciens propriétaires terriens;
- gel des crédits pour le secteur agricole coopératif.

En résumé, le modèle d'ajustement structurel de la nouvelle Nicaragua « démocratisée »... est celui d'extrême

autorité pour la majorité des gens dans le pays, la promotion de l'exportation et l'encouragement de l'entreprise privée.

## L'ajustement structurel en chiffres veut dire<sup>1</sup> :

- 57 % de la population active du pays en chômage, cela signifie 760 000 personnes (sur un total de 3 200 000 habitants du pays).
- 70 % de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins essentiels en nourriture, éducation, santé, logement.
- 40 % sont indigènes .
- 150 córdobas (30 \$ É.U.) est le salaire minimum mensuel d'un travailleur agricole.
- 250 córdobas (50 \$ É.U.) est le salaire minimum d'un travailleur de l'industrie.
- Ces salaires couvrent une fraction du panier de provision de base, qui est de 800 córdobas (160 \$ É.U.) par mois (en mars 1992).
- 30 % de diminution du budget pour la santé. En 1989, il était de 130 000 000 \$ É.U. et en 1992 il est de 83 000 000 \$ É.U..
- 34 % des enfants d'âge scolaire n'ont pas accès à l'éducation. Ceci est dû au fait qu'elle n'est plus gratuite. Les parents doivent déboursier 5 córdobas (1 \$ É.U.) par enfant par mois au primaire et 10 córdobas au secondaire. La constitution nicaraguayenne garantit l'éducation gratuite pour tous les étudiants du primaire et du secondaire.
- 25 % d'analphabétisme en 1992; grâce à la campagne nationale d'alphabétisation en 1980, le taux était de 12 %. Les programmes d'alphabétisation pour les adultes ont été supprimés. Pour l'habitation, le déficit est de 400 000 maisons.
- Une somme de 18 \$ É.U. par personne est allouée aux dépenses sociales. À l'époque sandiniste, elle était de 44 \$ É.U. par personne.
- La mortalité infantile est de 71 %. Elle était de 64 % à l'époque sandiniste.
- En 1991, 2 000 enfants sont morts par manque d'assistance médicale.

Le programme d'ajustement structurel a imposé au peuple nicaraguayen des conditions de vie d'une extrême misère et pour maintenir l'ordre et la « paix sociale », la répression et le bâton ont remplacé le dialogue et la négociation.

<sup>1</sup> Houtard, François : «Le Nicaragua à l'aube du 500<sup>e</sup> anniversaire», 1991, cité dans *Le point*, n° 5, mars 1992. Fundación, Augusto Cesar Sandino, Fondo nicaraguense para el desarrollo popular FONDEP. Un aporte para el desarrollo de la economía en Nicaragua. pp 4 à 12.

# Washington continue « son œuvre »

**Le projet néo-libéral d'ajustement structurel requiert un instrument de répression afin de contenir les protestations populaires que son implantation génère.**

Ces instruments devraient être l'armée et la police. Mais ceux-ci dirigés par le général Humberto Ortega et René Vivas, d'allégeance sandiniste, sont un obstacle à l'implantation d'un tel programme. Les masses nicaraguayennes sont conscientes que les démissions d'Ortega et de Vivas<sup>2</sup>, signifieraient la résurrection des forces de la répression. De plus, Washington avait promis une aide économique au Gouvernement de Violeta Chamorro. Cette aide a été conditionnée à la démission des deux dirigeants et de tous les fonctionnaires soupçonnés de « sandinisme ». Les pressions sont

chaque fois plus fortes dans ce sens, encouragées à l'intérieur du pays par le président de l'Assemblée nationale Alfredo César à la tête de l'extrême droite, qui demande aussi la suspension de l'aide américaine. Une dernière opportunité vient de lui être offerte par le gouvernement Bush.

Le 1<sup>er</sup> septembre dernier, la côte Pacifique du Nicaragua a été secouée par un raz-de-marée qui a élevé le niveau de la mer de 15 mètres et l'eau a avancé à l'intérieur du pays d'un kilomètre, détruisant 100 villages. On compte 100

morts et plus de 700 personnes disparues, en plus de la perte de milliers d'animaux et de résidences. Pour envoyer une aide financière, le gouvernement américain exige la démission du ministre de la défense, le général Humberto Ortega et du chef de la police, René Vivas et douze autres fonctionnaires de l'armée et de la police, jugés sympathisants du sandinisme...

L'offensive du parti de l'extrême droite au Nicaragua et de l'administration Bush pour annuler toutes les conquêtes de la révolution sandiniste s'intensifie.

<sup>2</sup> Vivas a été démis de ses fonctions au début de septembre 1992.

## Nouvelle de dernière heure

# Biens restitués au Nicaragua

MANAGUA (AFP) — La présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro, a ordonné mercredi la restitution à leurs anciens propriétaires des biens confisqués par les sandinistes ou, à défaut, leur indemnisation, mettant ainsi un terme à une polémique qui dure depuis deux ans. Madame Chamorro a publié trois décrets qui reviennent sur les dispositions prises par l'ancien président Daniel Ortega concernant 14 000 biens d'une valeur totale de 350 millions de dollars appartenant à 4 600 propriétaires, dont 200 Américains, qui avaient été confisqués par les sandinistes en 1979 après le renversement du dictateur Anastasio Somoza.

Après deux ans de pressions et polémiques, la présidente a tranché en ordonnant la restitution des entreprises, des terres, des résidences et des véhicules confisqués ou l'indemnisation de leurs anciens propriétaires. Les entreprises qui ont bénéficié d'investissements étatiques devront néanmoins rembourser leur dette à l'État et les terres redistribuées aux paysans resteront leur propriété moyennant une indemnisation. « C'est une sorte de privatisation spéciale, unique en Amérique latine qui redonnera confiance aux investisseurs », a commenté le ministre nicaraguayen des Finances, Emilio Pereira.

*Le Devoir*, 11 septembre 1992.

# Un nouveau secteur économique de base populaire

**Un des points des ententes de concertation entre le Gouvernement et le FNT était celui des privatisations des entreprises de l'État. Dans toute privatisation, 25 % des actions devraient appartenir aux travailleuses et travailleurs, et ceux-ci devraient participer à la gestion de l'entreprise.**

Les travailleuses et travailleurs considèrent ce 25 % comme un droit acquis dû à l'investissement du temps et du travail pour le développement de l'entreprise pendant la décade sandiniste, ainsi qu'une forme de protection pour faire respecter les conventions collectives et un frein aux congédiements massifs<sup>3</sup>. La création de cette nouvelle forme de propriété sociale appelé « Aire de propriété des travailleurs » n'est pas un cadeau du Gouvernement, mais le produit de la lutte des travailleurs organisés.

De cette façon, la redistribution de la propriété des entreprises de l'État ne se ferait pas seulement au profit des grands propriétaires terriens ou entrepreneurs, tel que le voulait le Gouvernement, mais elle profiterait en partie aux travailleuses et travailleurs urbains et ruraux.

Cette nouvelle forme de propriété sociale est une façon de continuer le projet révolutionnaire de la période sandiniste. Ce secteur économique de base populaire doit faire face à beaucoup de défis : crise économique internationale, politiques néo-libérales généralisées, disparition du bloc socialiste, etc.

Quelle est la force réelle et possible de ce secteur alternatif de l'économie ? Comment peut-elle se développer à l'intérieur d'un marché mondial compétitif et capitaliste ? Comment et jusqu'où peut-elle avoir un poids à l'intérieur du pays ?

Il est encore trop tôt pour pouvoir répondre à ces questions, étant donné que ce secteur social de l'économie a seulement deux années d'expérience.

On cite ici les objectifs que se sont fixés certains dirigeants populaires : « Nous croyons que cette forme de propriété économique peut survivre si l'on passe de la propriété atomisée à la propriété unifiée, si l'on réunit le secteur industriel avec le secteur agraire, les ex-miliciens de l'armée sandiniste et de la « contra », les propriétaires de l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et producteurs de bétail) ». De cette façon, on constituerait une force économique nationale comme celle de la droite avec le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée). Cette unité nous permettrait d'accéder aux crédits, à un taux d'intérêt plus bas et aux bénéfices fiscaux. Nous pourrions être compétitifs et efficaces. De plus, nous aurions accès aux organismes de coopération internationale qui nous aideraient à faire une bonne gestion de nos entreprises<sup>4</sup>.

Actuellement, il existe au pays 3 000 coopératives agricoles : 600 sont inté-

grées à 84 UCAS (Union de coopératives agricoles) structures de 2<sup>e</sup> degré qui offrent à ses membres des services techniques, de la machinerie pour labourer la terre, la semence, la commercialisation des produits, du crédit, etc. Cela représente 450 000 « manzanas » (1m = 0,7 hectares) de terres cultivées. **Certaines de ces coopératives font partie des 25 % des actions des entreprises privatisées aux mains des paysans.**

La brigade des étudiants du Cégep Édouard-Montpetit, parrainée par CISO, a passé une semaine dans la coopérative « Oscar Turcios », intégrée à une UCA, près de Nandaime. Les jeunes ont vécu dans des familles paysannes et ont pu constater jusqu'à quel point les valeurs de solidarité et d'entraide sont présentes ici. **La révolution continue** avec Santiago, Julio, Manuel, Odilia, Petrona, Leonor et tant d'autres paysannes et paysans qui leur ont montré leur détermination et leur acharnement pour continuer la lutte pour leur survie, **en coopérative**. Jamais ils ne perdront cette terre conquise avec tant de sacrifices.

<sup>3</sup> Bulletin du CEAL (Centro de estudios y análisis laboral), Mayo 1992, n° 4, p. 5.

<sup>4</sup> Roberto Sosa : *Un nuevo sector económico de base popular*, la propiedad de los trabajadores, producto de sus luchas, in *La Abispa*, janvier-février 1992, entrevue avec Freddy Cruz, conseiller du FNT (Front national des travailleurs).

**25 % des actions des entreprises privatisées aux travailleuses et travailleurs.**



# Les femmes du **NICARAGUA** avancent dans leurs luttes

## **JUDITH SILVA** en tournée au Québec du 13 au 31 octobre 1992

### **Notre SOLIDARITÉ**

#### **Comment la manifester? En...**

- Consolidant nos liens de solidarité avec les organisations de femmes et les organismes syndicaux du Nicaragua.
- Échangeant, discutant sur la nouvelle conjoncture politique internationale et sur les conséquences du processus d'intégration économique (libre-échange).
- Développant des collaborations entre les organisations de femmes et syndicales du Nord et du Sud.
- Appuyant et soutenant le projet de la CST (Centrale sandiniste des travailleuses et travailleurs), secrétariat international.
- Intensifiant notre offensive, celle de soutenir, par notre solidarité active, cette révolution qui a été, pendant dix ans, l'espoir de beaucoup de Nicaraguayennes et de Nicaraguayens, ainsi que de plusieurs peuples du Tiers-monde qui aujourd'hui, malgré de grandes difficultés, continuent de se tracer un chemin, pas à pas, avec imagination et entêtement.
- Faisant circuler l'information dans notre milieu.

*Message d'une coopérante canadienne œuvrant dans des Maisons de femmes de Managua :*

*« Nous aimerions beaucoup que les groupes de femmes du Québec et du Canada nous fassent connaître leurs expériences de travail. Nous aimerions voir les affiches qu'elles font, des photos de leurs centres. On aimerait les voir en personne, ici, pour discuter, pour parler de notre travail et du leur. Nous croyons que le travail avec les femmes est presque le même partout dans le monde, parce que nous avons toutes les mêmes problèmes, même si certaines vivent mieux que d'autres. Nous vous saluons chaleureusement. Nous sommes solidaires avec vous et avec les femmes de tous les pays. »*



**Ce dossier a été préparé par le Comité Amérique centrale du CISO**

**Coordination :**

**CLOTILDE BERTRAND**

**Recherche et rédaction :** ANA MARIA D'URBANO ■ MADELEINE DESNOYERS

**Révision des textes :** CONCEPCIÓN AMAYA ■ ROGER RICARD

**VILMA RIVERA ■ LUCETTE SAINT-LAURENT**

**Infographie :** LOUISE GRAVEL ■ **Impression :** BEAUTEX

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec

